

Guide méthodologique

Le présent questionnaire relatif au dispositif de prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes (« Tableaux BLANCHIMT ») a pour objet d'apprécier la conformité et l'efficacité des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) et de gel des avoirs mis en place par chaque organisme financier remettant.

Il constitue un élément important du contrôle permanent exercé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sur les organismes financiers en matière de LCB-FT. En effet, les services de contrôle permanent de l'ACPR s'appuient sur les réponses apportées pour évaluer le risque BC-FT des organismes remettants ; le contrôle sur place vérifie notamment l'exactitude des réponses données. Les réponses aux questions doivent être sincères, objectives et correspondre au dispositif, procédures et contrôles mis en place en matière de LCB-FT et de gel des avoirs au sein de l'organisme.

Ce questionnaire doit être rempli par les changeurs soumis à la présente instruction.

Il se compose des tableaux suivants :

- B0 (sous OneGate) – Identification de l'établissement
- B1 – Responsable du dispositif LCB-FT, correspondant/déclarant Tracfin
- B2 – Dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)
 - o B2-1 Organisation du dispositif LCB-FT
 - o B2-2 Classification des risques de BC-FT et règles écrites internes
 - o B2-3 Contrôle interne
 - o B2-4 Formation du personnel
 - o B2-5 Vérification de l'identité des clients
 - o B2-6 Relations d'affaires
 - o B2-7 Examen renforcé
 - o B2-8 Déclarations à Tracfin
 - o B2-9 Dispositif de gel des avoirs
 - o B2-10 Registre des opérations
- B3 – Données quantitatives
 - o B3-1 Informations générales
 - o B3-2 Règles écrites internes relatives à la LCB-FT
 - o B3-3 Formation du personnel
 - o B3-4 Examens renforcés
 - o B3-5 Déclarations Tracfin
 - o B3-6 Gel des avoirs
 - o B3-7 Registre des opérations
- B4 – Déclaration statistique annuelle

Le présent guide a pour objet d'aider les organismes assujettis à répondre aux questions.

Renseignements collectés

L'organisme peut répondre :

- s'agissant des questions des tableaux B2 : OUI ou NON ou, dans certains cas, Non Applicable (N/A). L'organisme financier précise en commentaire les raisons de la non-applicabilité, par exemple : en raison de son activité, ou clientèle (entreprises), ou encore nature de l'exception prévue par les textes législatifs ou réglementaires ;, ;
- s'agissant des données statistiques collectées dans les tableaux B3 : les organismes non concernés par la donnée demandée répondent par 0 en précisant : « non concerné » dans la cellule commentaire ;
- s'agissant des données numériques, les dates sont à compléter au format suivant : JJ/MOIS/ANNEE.

Il est possible d'apporter un commentaire à chacune des réponses et recommandé de le faire en cas de réponse « NON » (par exemple, « mesure correctrice envisagée ») ou « N/A » à une question. Une cellule en regard de chaque question est prévue à cet effet.

Les réponses sont données sur la base de la dernière année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année (N-1) précédant l'année (N) de remise des réponses et reflètent soit la situation sur l'ensemble de l'année (questions 6, 7, 15 à 27, 29, 30, 33, 46 à 54) ou la situation au 31 décembre (questions 1 à 5, 8 à 14, 28, 31, 32, 34 à 44). Par exception, les réponses aux questions du tableau B4 peuvent porter sur l'exercice comptable de l'organisme clos au cours de l'année N-1, si leur production dépend de l'établissement des comptes annuels. L'organisme mentionne à la question 55 la date de clôture de l'exercice sur la base duquel les réponses au tableau B4 sont fournies. Ce même principe s'applique pour les seuils et les données mentionnés aux questions 6 et 7. Par exemple, un changeur dont l'exercice comptable se termine fin février peut remettre en 2023 un tableau B4 reflétant l'exercice comptable du 1^{er} mars 2021 au 28 février 2022 et donner le montant des achats et des ventes à des fournisseurs de devises pour ce même exercice.

Les questions du tableau « Identité du (des) déclarant(s) et correspondant(s) Tracfin » reflètent la situation au moment de la déclaration.

Tableau B1 : Identité du (des) déclarant(s) et correspondant(s) Tracfin ainsi que du responsable de la mise en œuvre du dispositif de LCB-FT

Définition des notions de « déclarant Tracfin » et de « correspondant Tracfin »

Le tableau B1 recense :

- les dirigeants et préposés habilités à procéder aux déclarations prescrites à l'article L. 561-15 du Code monétaire et financier, conformément à l'article R. 561-23 du même code, dénommés ci-après « déclarants Tracfin » ;
- les dirigeants et préposés habilités à répondre aux demandes du service à compétence nationale Tracfin et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et à assurer la diffusion aux membres concernés du personnel des informations, avis ou recommandations de caractère général qui en émanent, conformément à l'article R. 561-24 du Code monétaire et financier, dénommés ci-après « correspondants Tracfin » ;
- le responsable de la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) prévu par l'article L. 561-32 du Code monétaire et financier.

Lorsque les correspondants Tracfin sont les mêmes personnes que les déclarants Tracfin, les changeurs manuels peuvent ne remplir que le tableau « identité du (des) déclarant(s) Tracfin ». Cependant, lorsque les correspondants Tracfin sont différents des déclarants Tracfin, le tableau « identité du (des) correspondant(s) Tracfin » remis par le changeur manuel au Secrétariat général de l'ACPR doit préciser l'identité de l'ensemble des correspondants Tracfin, quand bien même certains sont également déclarants Tracfin.

Périodicité de remise du tableau B1

Le tableau B1 est remis tous les ans au Secrétariat général de l'ACPR avant le 31 mars.

En cas de désignation d'un ou de plusieurs déclarants ou correspondants en cours d'année ou de cessation de fonction, le tableau B1 est à adresser, sans délai, au Secrétariat général de l'ACPR. Le tableau remis rappelle l'identité de l'ensemble des déclarants et correspondants Tracfin désignés au sein du changeur manuel.

Tableau B2 : Dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)

B2-1 - Organisation du dispositif LCB-FT

Q1 : Avez-vous des liens avec d'autres changeurs, d'autres commerçants en métaux précieux et pierres précieuses, ou des institutions financières, en France ou à l'étranger (même groupe ; actionnaires, dirigeants ou locaux communs ; franchise ; etc., à l'exclusion des relations d'affaires ou commerciales courantes). Si oui, précisez en commentaires leur identité (y compris le SIREN pour les entités françaises) et la nature des liens.

Les liens demandés correspondent notamment à : l'appartenance à un même groupe (donner le nom de l'entreprise mère et le nom des filiales concernées), la présence d'un actionnaire, d'un bénéficiaire effectif ou d'un dirigeant commun ; l'appartenance à une franchise (pour un franchisé : donner le nom du franchiseur ; pour un franchiseur, la liste de tous les franchisés) ; autres liens tels des locaux communs, du personnel commun.

Cette question ne couvre pas les relations d'affaires ou commerciales courantes, notamment la relation avec le prestataire de service de paiement tenant les comptes du changeur (couverte à la question 4), avec le prestataire de service de paiement dont le changeur est un agent (par exemple, pour de la transmission de fonds, couverte à la question 5), avec les fournisseurs de devises (couverts à la question 7) ou avec la clientèle.

Q3 : Combien d'établissements gérez-vous ? Précisez en commentaires les lieux des différentes implantations et toute spécificité concernant la clientèle visée.

Le nombre d'établissements correspond à l'établissement principal et aux établissements secondaires où une activité de change ou de métaux précieux ou pierres précieuses est exercée. Pour le lieu, il convient de donner au minimum la ville et le département.

Pour la clientèle visée, il convient de préciser les services offerts (change et/ou métaux précieux) ainsi que toute spécificité caractérisant la clientèle d'un ou plusieurs établissements, notamment du fait de la localisation ou des autres services offerts (par exemple, clientèle touristique pour les bureaux implantés dans des hôtels, gares, ports ou aéroport ou à proximité de sites touristiques ; clientèle frontalière pour des bureaux à proximité d'une frontière avec un État ayant une devise différente ; clientèle spécialisée ou patrimoniale, pour certains changeurs établis dans en centre-ville ou dans des quartiers financiers comme celui de la Bourse à Paris, ou pratiquant la numismatique.

Si votre organisme a une part significative de professionnels parmi votre clientèle, il convient de le noter dans cette zone de commentaires, en précisant ce que vous connaissez de l'objet principal des opérations (import-export, déplacements professionnels du personnel, etc.).

Il en est de même si votre organisme a une clientèle significative de migrants cherchant à adresser des fonds vers leur pays d'origine (du fait par exemple de l'implantation, ou des autres services offerts tels la transmission de fonds).

Une même implantation peut avoir plusieurs spécialités. Si plusieurs implantations ont la même spécialité, elles peuvent être décrites ensemble.

Q6 : Votre organisme réalise-t-il des opérations de change (cumul des opérations à l'achat et à la vente avec la clientèle) pour un total de plus de 2 millions d'euros ? Si

oui, précisez en commentaire les montants respectifs des achats et des ventes pour chacune des devises représentant plus de 10% des achats ou des ventes.

Voir les précisions données en introduction s'agissant de l'exercice de référence (cas des exercices comptables ne se terminant pas fin décembre). La désignation des devises utilise le code à trois lettres de la norme ISO 4217 : USD pour le dollar des Etats-Unis, JPY pour le Yen, etc. Le montant des opérations est indiqué pour leur contrevaieur en euros, sans décimales (des achats pour 123 456,78 EUR sont arrondis à 123 457 EUR).

Par exemple :

USD : achats 1 200 000 EUR ; ventes 1 000 000 EUR

CHF : achats 500 000 EUR ; ventes 300 000 EUR

Q7 : Votre organisme recourt-il à un fournisseur de devises ? Si oui, préciser le nom des organismes auprès desquels vous vous fournissez en devises étrangères, ou auxquels vous vendez d'éventuels excédents de devises.

Pour les organismes qui réalisent des opérations de change (cumul des opérations à l'achat et à la vente avec la clientèle) pour un total de plus de 2 millions d'euros, précisez le montant des achats et des ventes à chacun de ces organismes, ainsi que le détail des principales devises concernées.

Un fournisseur de devises dans ce document correspond à un établissement de crédit, une société de financement, un établissement de monnaie électronique, un établissement de paiement, un autre changeur manuel ou une institution ou service mentionné à l'article L. 518-1 du Code monétaire et financier (Poste, CDC, Banque de France et instituts d'émissions d'outre-mer, Trésor public), que vous sollicitez pour acquérir les devises nécessaires à votre activité ou vendre des devises excédentaires au regard des besoins de votre clientèle.

Les principales devises concernées sont celles qui représentent une contrevaieur de plus de 100 000 euros d'achat ou de vente. Par simplification, pour le calcul de ce seuil, la valeur de la devise peut être celle à la fin de l'exercice de référence. Les codes devises utilisés sont les mêmes que pour la question précédente, et les montants sont fournis sans décimales (arrondis à l'euro)

Par exemple, pour un changeur ayant un chiffre d'affaires avec sa clientèle (hors fournisseurs) de 10 millions d'euros, et ayant fait des opérations avec des fournisseurs, le commentaire devra indiquer la contrevaieur en euros des achats et des ventes à chacun d'eux comme suit : Etablissement de crédit A (SIREN 123456789) : achats 500 000 EUR (dont GBP pour 350 000 EUR) ; ventes 2 000 000 EUR (dont USD pour 1 200 000 EUR ; CHF pour 600 000 EUR, GBP pour 100 000 EUR)

Changeur B (SIREN 987654321) : achat 250 000 EUR (dont JPY pour 250 000 EUR).

On notera que les montants d'achats d'une même devise avec le même fournisseur peuvent être agrégés sur l'ensemble de l'exercice : s'il y a eu 7 achats de GBP pour 50 000 euros, il suffit de mentionner 350 000 EUR. Il en est de même pour les ventes. En revanche, le détail des devises est fourni sans compensation entre les achats et les ventes d'une même devise : dans l'exemple ci-dessus, il y a des achats de GBP et des ventes de GBP au même fournisseur.

Lorsque l'opération avec le fournisseur consistait à échanger deux devises dont aucune n'est l'euro, le détail de ces deux devises doit être fourni (s'il dépasse 100 000 EUR) : par exemple, si vous vendez au changeur C 110 000 CHF contre 15 millions de JPY, cela doit apparaître

comme une vente de CHF pour une contrevaletur de 110 000 EUR et un achat de JPY pour une même contrevaletur.

Un des objectifs de cette question est de pouvoir permettre à l'ACPR de vérifier les montants concernés avec la contrepartie.

Voir par ailleurs les précisions données en introduction s'agissant de l'exercice de référence (cas des exercices comptables ne se terminant pas fin décembre).

B2-2 Classification des risques de BC-FT et règles écrites internes

Q9 : Votre organisme s'est-il doté d'une classification des risques ou de règles écrites internes, qui détaillent notamment les clients et les opérations devant appeler une vigilance particulière de votre personnel ?

L'article L. 561-4-1 du Code monétaire et financier ainsi que l'article 5 de l'arrêté du 10 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 22 octobre 2015, relatif à l'activité de changeur manuel prévoient que les changeurs manuels élaborent une classification des risques de BC-FT. Celle-ci doit prévoir différents niveaux de vigilance à adapter en fonction du type de clientèle ou du montant et de la nature des opérations réalisées par le changeur manuel.

Des exemples de clientèles et d'opérations devant appeler une vigilance particulière de la part des changeurs manuels sont présentés ci-dessous :

- le client est une personne politiquement exposée ;
- le client ou son représentant légal n'est pas physiquement présent aux fins de l'identification (voir les commentaires de la question n° 19) ;
- le client est une personne morale (société ou association) ;
- opération portant sur un montant inhabituellement élevé (voir les commentaires de la question n° 28) ;
- opérations répétées réalisées par un client habituel avec lequel une relation d'affaires est nouée portant sur des montants qui ne semblent pas cohérents avec la situation financière de celui-ci (voir les commentaires de la question n° 13) ;
- opérations fractionnées réalisées par un même client, en particulier dans plusieurs lieux d'exploitation du changeur manuel ;
- opérations, portant sur des montants unitaires systématiquement inférieurs à 1 000 euros, réalisées successivement par plusieurs personnes pour lesquelles le changeur manuel dispose d'éléments (adresse, etc.) laissant penser qu'elles ont des liens entre elles ;
- opération d'achat de devises, suivie d'une vente de devises libellée dans la même monnaie, réalisées dans un court laps de temps et pour un montant sensiblement équivalent aux sommes achetées ;
- opération portant sur une devise n'étant pas en adéquation avec la nationalité, le lieu de résidence ou l'activité économique du client ;
- opération dont le montant ne semble pas cohérent avec l'âge du client ;
- opération pour laquelle le client ne souhaite pas être identifié ou fournir d'éléments sur l'objet de l'opération ;
- opération pour laquelle le client présente des coupures sales, maculées ou très abimées ;
- opération réalisée avec un client pour lequel une ou plusieurs opérations ont déjà été

déclarées à Tracfin : la mise en œuvre des obligations de vigilance ne doit cependant pas contrevenir aux dispositions de l'article L. 561-18 du Code monétaire et financier relatif à la confidentialité de la déclaration de soupçon.

Par ailleurs, les changeurs manuels doivent être vigilants lorsque des clients leur demandent de réaliser des opérations ne rentrant pas dans le champ de l'activité de changeur manuel. Il est également rappelé que les changeurs manuels ne peuvent délivrer que des espèces, en échange d'un règlement par le client en espèces ou par un autre moyen de paiement libellé dans une devise différente : ils ne peuvent notamment pas acheter des espèces à leur client en les réglant par virement.

Les changeurs manuels veillent à ce que les opérations identifiées comme devant appeler une vigilance particulière soient cohérentes avec les opérations effectivement réalisées, ainsi qu'avec leurs implantations et la nature de leur clientèle.

Q10 : Existe-t-il un ou plusieurs document(s) écrit(s) au sein de votre organisme décrivant les procédures internes relatives à la LCB-FT ?

L'article L. 561-32, I, du Code monétaire et financier ainsi que l'article 5 de l'arrêté du 10 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 22 octobre 2015, relatif à l'activité de changeur manuel imposent aux changeurs manuels d'élaborer des règles écrites internes. Les règles écrites internes couvrent les points suivants :

- les modalités d'identification et de vérification de l'identité des clients, qu'il s'agisse de clients occasionnels ou en relation d'affaires, et le cas échéant du ou des bénéficiaire(s) effectif(s) (voir commentaires des questions n°19 à 25) ;
- les critères permettant de distinguer les clients occasionnels des clients avec lesquels une relation d'affaires est nouée (voir les commentaires de la question n° 13) ;
- les opérations devant appeler une vigilance particulière de la part des collaborateurs du changeur manuel (voir les commentaires de la question n° 9) ;
- les mesures de vigilance à mettre en œuvre à l'égard de la clientèle occasionnelle ou en relation d'affaires, et des opérations devant faire l'objet d'un examen renforcé (voir les commentaires des questions n° 28, 29, 30) ;
- la procédure à suivre dans le cas où une opération suspecte serait détectée. Les règles écrites internes indiquent notamment l'identité des déclarants Tracfin habilités à procéder aux déclarations de soupçon (voir les commentaires des questions n° 31 à 34) ;
- les modalités d'enregistrement des opérations de change manuel dans le registre des opérations ainsi que des informations recueillies sur la clientèle. Les règles écrites internes précisent les modalités pratiques (lieu, durée) de conservation de ces informations (voir les commentaires des questions n° 14, 37 à 43) ;
- les diligences à accomplir en matière de contrôle interne (voir les commentaires des questions n° 15 et 16).

Les changeurs manuels doivent définir opérationnellement les diligences à accomplir par leur personnel. Les règles écrites internes ne sont pas un recueil des textes applicables. Une bonne pratique peut consister à illustrer certaines notions juridiques (client occasionnel, relation d'affaires, examen renforcé, personne politiquement exposée, etc.) par des cas concrets décrivant les mesures à mettre en œuvre pour chaque situation.

Q11 : Les règles écrites internes de votre organisme définissent-elles des critères permettant de distinguer les clients occasionnels des clients avec lesquels une relation d'affaires est nouée ?

L'ACPR a relevé que les changeurs manuels rencontraient des difficultés à distinguer leurs clients occasionnels de leurs clients avec lesquels une relation d'affaires est nouée.

L'ACPR a adopté en conséquence des lignes directrices relatives à la relation d'affaires et au client occasionnel, illustrées par des cas concrets, qui sont disponibles à l'adresse suivante : [20220404_lignes_directrices_revisees_relatives_identification_verification_connaissance.pdf \(banque-france.fr\)](https://www.banque-france.fr/20220404_lignes_directrices_revisees_relatives_identification_verification_connaissance.pdf).

Extrait des lignes directrices relatives l'identification, la vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle.

1.1.1. La relation d'affaires

11. La relation d'affaires fait l'objet d'une définition spécifique prévue à l'article L. 561-2-1 qui est propre au domaine de la LCB-FT.

12. Elle couvre au moins :

- le client et, le cas échéant, la personne qui agit pour son compte en vertu de la loi ou d'un contrat (cf. § 25 et parties 2.1 et 2.2 sur la nature des mesures de vigilance) ;
- le cas échéant, le ou les bénéficiaires effectifs du client (cf. partie 2.3) ; [...]

13. Une personne est considérée comme engagée dans une relation d'affaires avec un organisme financier :

- en présence d'un contrat (écrit ou non), qui prévoit la réalisation de plusieurs opérations successives entre les cocontractants ou qui crée à ceux-ci des obligations continues : par exemple, l'ouverture d'un compte de dépôt, de paiement ou d'un compte-titres, la détention ou l'utilisation d'un instrument de monnaie électronique ou la souscription d'un contrat d'assurance sur la vie ou non vie ;
- en l'absence de contrat, lorsqu'elle bénéficie de manière régulière de son intervention pour la réalisation de plusieurs opérations ou d'une opération présentant un caractère continu.

14. La signature d'un contrat ou des conditions générales d'utilisation d'un service ou d'un produit n'est pas en soi suffisante pour caractériser une relation d'affaires.

15. En revanche, la durée de la relation commerciale ou professionnelle est un élément déterminant pour qualifier une relation d'affaires. Cette idée de durée se retrouve par l'emploi, à l'article L. 561-2-1, des termes « de manière régulière » ou « d'une opération présentant un caractère continu » pour décrire l'intervention d'un organisme financier dans le cadre d'une relation d'affaires. La notion de relation d'affaires renvoie ainsi à celle de client habituel

16. La relation d'affaires couvre également, par exemple :

- [...]
- toute tierce personne effectuant des opérations répétées de versement ou de remboursement sur une période de temps donnée, indépendamment de l'existence d'un contrat écrit (cf. § 25). [...]

18. [...] lorsque les opérations réalisées sont par nature ponctuelles (change manuel, transmission de fonds etc.), leur fréquence est déterminante pour qualifier une relation d'affaires. La délivrance d'une carte de fidélité constitue un indice, mais celui-ci n'est pas suffisant en soi pour qualifier une relation d'affaires. Encore faut-il que le client utilise les services proposés par l'organisme de manière régulière. La régularité du recours à l'organisme n'est pas nécessairement calée sur un rythme calendaire

1.1.2. Le client occasionnel

19. Le client occasionnel est le client « de passage » qui sollicite l'intervention d'un organisme financier pour la réalisation d'une opération isolée ou de plusieurs opérations présentant un lien entre

elles : par exemple, plusieurs opérations de change manuel effectuées sur une courte période par un même client au fur et à mesure de ses besoins dans le cadre d'un séjour touristique.

[...]

1.2 La définition des critères de distinction

22. Les organismes financiers dont les activités peuvent porter sur l'exécution d'opérations pour les deux catégories de clientèle, et en particulier ceux qui ont majoritairement une clientèle de passage (changeurs manuels, prestataires de service de paiement exerçant une activité de transmission de fonds, prestataires de services sur actifs numériques qui fournissent les services mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 54-10- 2, etc.), définissent dans leurs procédures internes, de manière suffisamment opérationnelle, des critères pertinents au regard des caractéristiques de leur activité, de leur clientèle et de la nature des produits ou services offerts, afin de distinguer leurs clients en relation d'affaires de leurs clients occasionnels.

23. Ils prennent en compte la répétition d'opérations de même nature sur une période déterminée, au regard des habitudes globales de la clientèle, indépendamment de tout franchissement de seuil. Le montant des opérations n'est pas en soi un critère de distinction approprié ».

Les critères permettant de distinguer les clients occasionnels des clients avec lesquels une relation d'affaires est nouée sont mentionnés dans les règles écrites internes du changeur manuel afin que les collaborateurs concernés soient en mesure de mettre en œuvre les mesures de vigilance adaptées à chaque situation.

Q12 : Les règles écrites internes de votre organisme prévoient-elles les mesures de vigilance à mettre en œuvre lorsque :

- Le client est un client occasionnel ?

Les changeurs manuels vérifient l'identité de leurs clients occasionnels, et le cas échéant du (des) bénéficiaire(s) effectif(s), dès lors que ces clients réalisent une ou plusieurs opérations liées pour un montant total excédant 1 000 euros.

En cas de soupçon, la vérification de l'identité du client occasionnel est effectuée quel que soit le montant de l'opération.

Le Code monétaire et financier ne définit pas de liste limitative de documents pouvant être acceptés au titre de la vérification de l'identité du client. Il appartient aux changeurs manuels de s'assurer que les documents recueillis respectent les conditions du Code monétaire et financier.

Lorsque les changeurs manuels prennent une photocopie d'une pièce d'identité, ou numérisent le document dans leur registre des opérations tenu sous forme dématérialisée, la photocopie ou le document numérisé doit comporter les mentions prévues par le Code monétaire et financier. La photocopie ou le fichier doit être lisible pendant le délai prévu à l'article L. 561-12 du Code monétaire et financier (voir les commentaires de la question n°19).

Q13 : Les règles écrites internes de votre organisme prévoient-elles les mesures de vigilance à mettre en œuvre lorsque :

- Une relation d'affaires est nouée avec un client habituel ?

Quand une relation d'affaires est nouée avec un client habituel, les changeurs manuels vérifient l'identité de ce client dans les conditions décrites ci-dessus mais également

recueillent des informations suffisantes sur celui-ci (notamment la situation professionnelle et financière du client, justification du domicile, origine et destination des fonds, le montant et la nature des opérations envisagées), afin de s'assurer de la cohérence des opérations effectuées avec les informations recueillies au sujet de la relation d'affaires.

Les informations recueillies doivent être adaptées et proportionnées au regard du risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme présenté par le client et les opérations.

Les changeurs manuels peuvent rencontrer des difficultés à se procurer les informations décrites ci-dessus du fait du caractère immédiat de l'opération de change manuel.

L'ACPR a noté que les changeurs manuels utilisaient plusieurs méthodes afin de recueillir les informations nécessaires à la connaissance de la relation d'affaires :

- préciser au client que l'objectif recherché par les demandes d'informations est la LCB-FT, ce qui peut apparaître comme une preuve de sérieux du bureau de change aux yeux du client ;
- définir un programme de cartes de fidélité : la création de la carte est l'occasion de nouer un dialogue avec le client ;
- conduire des entretiens dans les locaux du client lorsque celui-ci est une personne morale.

Les changeurs manuels n'exécutent pas d'opération ni ne poursuivent de relation d'affaires, lorsqu'ils ne sont pas en mesure d'identifier et de vérifier l'identité de leur client et, le cas échéant, du bénéficiaire effectif ou d'obtenir les éléments de connaissance de la relation d'affaires nécessaires à l'exercice de la vigilance constante. Ils doivent en outre s'interroger sur la nécessité d'effectuer une déclaration de soupçon.

Q14 : Les règles écrites internes de votre organisme définissent-elles des procédures de conservation des informations recueillies sur la clientèle ?

L'article L. 561-12 du Code monétaire et financier exige de conserver les documents d'identité des clients habituels et occasionnels, et tout document et information relatifs aux mesures de vigilance mises en œuvre, pendant 5 ans à compter de la cessation des relations des organismes assujettis avec eux. De même, les documents relatifs aux opérations réalisées par les changeurs manuels, ainsi que les documents consignants les caractéristiques des opérations mentionnées à l'article L. 561-10-2 (celles devant faire l'objet d'un examen renforcé), doivent être conservés pendant 5 ans à compter de leur exécution.

L'ACPR relève régulièrement que les changeurs manuels ne consignent pas par écrit les informations recueillies sur la clientèle, au titre de la connaissance de la relation d'affaires ou d'un examen renforcé, alors même qu'ils disposent parfois d'éléments, notamment sur l'objet des opérations. La conservation de ces informations est nécessaire à l'exercice de la vigilance, notamment quand un client présente un risque élevé ou qu'il s'agit d'une relation d'affaires qui s'inscrit dans une certaine durée.

Par ailleurs, les changeurs manuels définissent rarement des règles de classement des informations recueillies. La constitution de dossiers clients classés par ordre alphabétique faciliterait la recherche des éléments précédemment collectés.

Les changeurs manuels disposant d'un registre des opérations tenu sous forme dématérialisée n'utilisent pas forcément les fonctionnalités permettant d'enregistrer les éléments recueillis sur le client. Les informations non enregistrées dans le registre des opérations sont alors conservées sous forme papier ce qui multiplie les tâches des opérateurs,

tant au niveau du classement des informations que du suivi des opérations, et rend difficile la recherche des éléments collectés.

Les changeurs manuels définissent des procédures permettant d'accéder facilement et rapidement à l'ensemble des informations concernant un même client, afin que la personne réalisant une opération soit en mesure d'apprécier si cette opération doit être signalée au déclarant Tracfin. La consolidation de l'ensemble des informations sur un même support est de nature à faciliter l'exercice de la vigilance.

Lorsque le registre des opérations est tenu sous forme dématérialisée et que les bases de données sont enregistrées sur les disques durs des postes de travail, il convient de s'assurer qu'une sauvegarde externe des données a été mise en œuvre. Cela consiste à conserver une copie de ces bases sur un autre support que le poste de travail (par exemple : copie sur un disque dur externe conservé à l'extérieur du lieu d'exploitation). La sauvegarde externe des bases de données garantit la récupération des informations en cas de défaillance du matériel informatique utilisé, et permet ainsi de se conformer à l'obligation de conservation des documents clientèle prévue à l'article L. 561-12 du Code monétaire et financier.

Lorsque les changeurs manuels ont recours à un prestataire informatique qui réalise une sauvegarde à distance des bases de données du registre des opérations, l'intervention de ce prestataire ne dégage pas les changeurs manuels du respect de leurs obligations en matière de conservation des informations.

Quelles que soient les modalités de sauvegarde externe des bases de données mises en œuvre, les changeurs manuels s'assurent périodiquement qu'ils ont bien accès aux données sauvegardées.

B2-3 Contrôle interne

Q15 : Votre organisme a-t-il mis en place un dispositif de contrôle interne ? Préciser en commentaire son organisation et les ressources qui lui sont consacrées.

Les attentes en matière de contrôle interne sont décrites dans les paragraphes ci-dessous. Les commentaires à apporter en réponse à cette question varient selon la taille du changeur. Pour un changeur ayant quelques employés sur une même implantation, une description de quelques lignes est suffisante. Il convient au minimum de préciser qui effectue ces contrôles (par exemple un responsable d'agence, un dirigeant, le cas échéant personnel dédié tel un responsable de la conformité) et avec quelle fréquence. Si votre établissement a fait l'objet d'un audit externe ou interne, il convient d'indiquer la date de l'audit le plus récent. Précisez également s'il existe des employés dédiés au contrôle.

L'article L.561-32, II du Code monétaire et financier, ainsi que l'article 5 de l'arrêté du 10 septembre 2009 relatif à l'activité de changeur manuel prévoient que les changeurs manuels doivent se doter de procédures internes de contrôle propres à assurer le respect des obligations en matière de LCB-FT. Les règles écrites internes mises en œuvre précisent la nature et la fréquence des contrôles permanents et périodiques à effectuer. Des procédures définissent les points à examiner par les personnes en charge des contrôles.

L'ACPR a noté que les contrôles effectués se limitent souvent à des contrôles de caisse destinés à s'assurer de la cohérence entre le stock comptable et le stock physique de devises. Ces contrôles, qui sont nécessaires, ne permettent pas de répondre aux exigences précitées.

Les contrôles sont l'occasion de vérifier la correcte application des mesures de vigilance ainsi que de s'assurer que les opérations devant faire l'objet d'un examen renforcé ou d'une

déclaration à Tracfin ont bien été détectées. À cet égard, les points de contrôle suivants peuvent être notés :

- le respect des obligations de vérification de l'identité de la clientèle et notamment que l'ensemble des mentions prévues par le Code monétaire et financier est bien collecté et conservé ;
- la correcte application des critères permettant de distinguer les clients occasionnels des clients habituels avec lesquels une relation d'affaires est nouée, ainsi que la mise en œuvre de mesures de vigilance adaptées lorsqu'une relation d'affaires est nouée (voir les commentaires des questions n° 12 et 13) ;
- les suites données aux opérations devant appeler une vigilance particulière de la part des collaborateurs de la société, notamment les informations recueillies lorsqu'un examen renforcé est réalisé (voir les commentaires des questions n° 9, 28 à 30) ;
- la mise en œuvre des obligations déclaratives à l'issue d'un examen renforcé lorsqu'il n'a pas été possible d'obtenir d'assurance raisonnable sur la licéité de l'origine et de la destination des fonds (voir les commentaires des questions n° 31 à 34).

Par ailleurs, l'ACPR relève régulièrement, au cours de missions de contrôle sur place, des erreurs dans les inscriptions effectuées dans le registre des opérations, en particulier lorsque celui-ci est tenu sous forme dématérialisée. Ces erreurs se traduisent notamment par la création de plusieurs « comptes » pour un même client ce qui ne permet pas d'avoir une vision d'ensemble des informations le concernant. Lorsque plusieurs clients sont liés entre eux, un point de contrôle peut également porter sur la formalisation de ces liens (par exemple : ajout d'un commentaire indiquant les personnes liées au client ainsi que la nature du lien les unissant). Une révision périodique de la base clients doit être effectuée afin de détecter d'éventuels dysfonctionnements d'enregistrement et de les rectifier.

La fréquence des contrôles doit être suffisante et adaptée à l'activité et au nombre de lieux d'exploitation afin de ne pas laisser perdurer des insuffisances du dispositif de LCB-FT. Ces insuffisances sont corrigées dans les meilleurs délais.

Les procédures internes de contrôle peuvent être adaptées :

- à la taille du changeur manuel : le nombre de niveaux de contrôle peut varier en fonction du nombre de lieux d'exploitation et du nombre de collaborateurs du changeur manuel. Un changeur manuel disposant de plusieurs implantations pourra, par exemple, définir des contrôles au niveau du responsable d'agence puis au niveau de la direction du changeur manuel.
- à la nature de la clientèle.

Q16 : Votre organisme formalise-t-il dans un ou des documents les diligences effectuées en matière de contrôle interne, ainsi que les résultats des contrôles effectués ? Préciser en commentaire les principaux résultats.

Les diligences accomplies en matière de contrôle interne ainsi que leurs résultats sont consignés par écrit afin de pouvoir assurer un suivi, dans les meilleurs délais, de la correction des insuffisances relevées.

Précisez en réponse à cette question les principaux constats et/ou défaillances que le dernier contrôle permanent ou périodique a relevé au sein de votre établissement ainsi que les éventuels changements adoptés à la suite de ces contrôles.

B2-4 Formation

Q17 : Le dispositif de formation de votre personnel en matière de LCB-FT comprend-il la présentation de cas concrets adaptés à l'activité de changeur manuel, et, le cas échéant, aux opérations sur métaux précieux et pierres précieuses ?

La formation du personnel permet aux collaborateurs concernés d'appréhender les principales notions du droit de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Elle fournit des indications sur les diligences qui sont attendues en fonction des situations rencontrées. Des mises en situation autour de cas concrets relevés au sein du bureau de change sont de nature à faciliter la compréhension des mesures de vigilance à mettre en œuvre. Ces cas ne mentionnent pas l'identité des clients, notamment lorsque les opérations réalisées par ceux-ci ont été déclarées à Tracfin.

Q18 : Votre personnel est-il informé et formé régulièrement aux facteurs de risques spécifiques de financement du terrorisme ?

L'information et la formation du personnel sur les facteurs de risques spécifiques au financement du terrorisme tiennent compte de la documentation régulièrement diffusée par les administrations ou autorités nationales compétentes (rapports d'activité et d'analyse de TRACFIN, liste unique de gel de la DGTTrésor) et des informations diffusées dans les médias sur les personnes et leurs moyens de financement en cas d'action terroriste.

Il est attendu que les changeurs manuels exercent une vigilance renforcée sur les devises de zones géographiques considérées comme risquées en matière de terrorisme ou de financement du terrorisme ou sur les opérations effectuées dans ces zones.

B2-5 Vérification de l'identité des clients

Q19 : « Votre organisme vérifie-t-il l'identité du client occasionnel, quel que soit le montant de l'opération, lorsqu'il réalise une opération de change manuel alors que le client ou son représentant légal n'est pas physiquement présent aux fins de l'identification ? »

L'article R. 561-10 du Code monétaire et financier prévoit que les changeurs manuels vérifient, dès le premier euro, l'identité d'un client occasionnel qui réaliserait une opération sans se présenter au guichet du bureau de change.

Par exemple, il s'agit du cas où un client commanderait des devises sur un site internet, effectuerait son paiement en ligne, et recevrait les devises commandées à son domicile. En revanche, dans les deux cas suivants, les opérations ne sauraient être considérées comme des opérations de change manuel à distance :

- lorsque le client commande des devises sur un site internet, effectue son paiement en ligne et se présente au guichet du bureau de change pour récupérer les devises commandées et payées ;
- lorsque le client réserve des devises sur un site internet et se présente au guichet du bureau de change pour procéder au paiement et récupérer les devises réservées.

L'article R. 561-10 du Code monétaire et financier n'induit pas que l'ensemble des clients réalisant des opérations de change manuel sans se présenter au guichet du bureau de change sont considérés comme des clients occasionnels.

L'identité du client est vérifiée par la mise en œuvre d'une des mesures prévues à l'article R. 561-5-1 du CMF. Il s'agit notamment du recourt à un moyen d'identification électronique certifié

ou attesté conforme au niveau de garantie au moins substantiel au sens du règlement européen n° 910/2014 dit « eIDAS » sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ou délivré dans le cadre d'un schéma français d'identification électronique notifié à la Commission européenne en application du règlement eIDAS au sein du marché intérieur, ou d'un schéma notifié par un autre État membre de l'Union européenne dans les mêmes conditions, et qui présente un niveau de garantie substantiel ou élevé au sens dudit règlement.

Lorsque ces mesures ne peuvent être appliquées, les changeurs manuels peuvent mettre en œuvre au moins deux des mesures prévues à l'article R. 561-5-2 en choisissant celles qui, combinées entre elles, permettent la vérification de tous les éléments d'identification du client mentionnés à l'article R. 561-5. Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- obtenir la copie d'un document d'identité
- exiger que le premier paiement des opérations soit effectué en provenance d'un compte ouvert au nom du client auprès d'un organisme financier établi dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un pays tiers considéré comme équivalent en matière de LCB-FT.

Ces mesures sont détaillées aux paragraphes 45 à 48 des [lignes directrices relatives à l'identification, à la vérification d'identité et à la connaissance de la clientèle](#).

Par ailleurs, les obligations en matière d'examen renforcé et de déclaration de soupçon s'appliquent à ces opérations.

Les règles écrites internes définissent les modalités de réalisation de ces opérations, notamment les points d'attention devant appeler une vigilance particulière de la part des collaborateurs du changeur manuel (par exemple : adresse de livraison différente de celle mentionnée sur la pièce d'identité ou sur l'annuaire téléphonique).

Q20 : Pour vos activités de change, votre organisme met-il en œuvre des mesures afin de détecter les opérations liées, réalisées avec la clientèle occasionnelle, dont les montants cumulés excèdent 1 000 euros ? Si oui, préciser les mesures mises en œuvre.

Par « opérations liées » on entend : plusieurs opérations de change manuel réalisées dans un temps court (sur une journée) par un même client.

La Commission des sanctions relève que deux opérations réalisées « dans un intervalle d'une minute » constituent des opérations liées entre elles (Décision de la Commission des sanctions n°2015-01 du 21 mai 2015, § 14 et 15). En outre, la réalisation de deux opérations de change manuel au moyen de deux chèques présentés le même jour ou plus au nom d'un client constitue une opération liée (fractionnée). L'identification et la vérification de la connaissance clientèle sont précisées dans les lignes directrices.

L'article R. 561-10 du Code monétaire et financier prévoit que les changeurs manuels sont tenus, même en l'absence de soupçon que l'opération pourrait participer au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme, avant de réaliser l'opération ou de prêter assistance à sa préparation ou sa réalisation, d'identifier les clients occasionnels ainsi que, le cas échéant, le ou les bénéficiaire(s) effectif(s) et de vérifier leurs éléments d'identification, lorsque le montant de l'opération ou des opérations liées excède 1 000 euros.

Les changeurs manuels définissent des mesures leur permettant de détecter les opérations fractionnées réalisées avec la clientèle occasionnelle dont le montant total excède 1 000 euros.

Lorsqu'un changeur manuel, disposant de plusieurs lieux d'exploitation, tient son registre des opérations sous forme dématérialisée et que celui-ci permet de recueillir des informations sur la clientèle, la mutualisation des « bases clients » est de nature à permettre la détection des personnes qui fractionneraient leurs opérations entre plusieurs implantations.

Lorsque la mutualisation des « bases clients » n'est techniquement pas possible ou lorsque le registre des opérations est tenu sous forme papier, le rapprochement de la liste des clients des différents lieux d'exploitation du changeur manuel est un point d'attention dans le cadre du contrôle interne.

Q21-22 : « Lorsqu'une opération est réalisée pour le compte d'une personne morale, que celle-ci soit une cliente occasionnelle réalisant une ou plusieurs opérations liées pour un montant total excédant 1 000 euros, ou une cliente en relation d'affaires, votre organisme vérifie-t-il :

- **Les pouvoirs de la personne agissant au nom de celle-ci ?**
- **L'identité du (des) bénéficiaire(s) effectif(s) ? »**

L'ACPR constate que les changeurs manuels ne recherchent pas toujours si les opérations réalisées à leurs guichets sont effectuées pour le compte de tiers. Les procédures mises en œuvre par les changeurs manuels doivent prévoir d'interroger systématiquement le client sur l'existence d'un bénéficiaire effectif de l'opération lorsque les obligations de vérification de l'identité du client doivent être mises en œuvre (voir les commentaires des questions n° 12 et 13). Dans le cas où une opération serait réalisée pour le compte d'un tiers, les changeurs manuels vérifient l'identité de la personne se présentant au guichet ainsi que l'identité de ce tiers.

Elle relève également que lorsqu'un client se présente comme effectuant une opération pour le compte d'une personne morale, les changeurs manuels ne vérifient pas toujours les pouvoirs dont dispose le client aux fins d'agir pour cette personne morale (par exemple : message électronique ou lettre du gérant d'une société justifiant que la personne se présentant au guichet vient effectuer une opération de change manuel pour le compte de la société et pour une somme déterminée).

Lorsqu'ils obtiennent cette information, les changeurs manuels s'assurent de sa crédibilité (par exemple : vérification que le dirigeant accordant le mandat est bien celui indiqué sur l'extrait Kbis fourni au titre de la vérification de l'identité du client).

Les changeurs manuels doivent également identifier et vérifier l'identité de leur client, personne morale, ainsi que du ou des bénéficiaire(s) effectif(s) dans les conditions prévues par le CMF.

Q23-25 : Pour les opérations sur métaux précieux et pierres précieuses, votre organisme met-il en œuvre des mesures afin de détecter les opérations liées, réalisées avec la clientèle occasionnelle, dont les montants cumulés excèdent 15 000 euros, ou tout autre seuil applicable ? Si oui, préciser les mesures de détection mises en œuvre et les diligences appliquées.

Cette question est spécifique à l'activité sur métaux précieux et pierres précieuses.

Par « opérations liées » on entend : plusieurs opérations de change manuel réalisées dans un temps court (sur une journée) par un même client.

Un autre seuil applicable est celui de 10 000 euros pour les particuliers non-résidents qui payent en espèces ou en monnaie électronique en application du II 7° de l'art. R. 561-10 du

Code monétaire et financier. Les autres particuliers ne peuvent faire de paiement en espèces de plus de 1 000 euros sauf s'il ne peuvent s'obliger par un moyen de paiement ou n'ont pas de compte (seuil de 3 000 euros pour la monnaie électronique) (art. D. 112-3).

Un particulier résident qui achèterait de l'or, en souhaitant payer en espèces au motif de l'absence de compte, et ce pour plusieurs milliers d'euros, serait de nature à éveiller un soupçon et à déclencher l'obligation de vérification d'identité prévue à l'article R. 561-10 II, 1°. Ce texte prévoit en effet que les obligations d'identification et de vérification d'identité s'appliquent en cas d'opérations portant sur des sommes dont elles savent, soupçonnent ou ont de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou sont liées au financement du terrorisme (article L. 561-15, qui prévoit une obligation de déclaration à Tracfin). Cette situation peut aussi justifier un examen renforcé.

Un particulier résident qui achèterait de l'or, en souhaitant payer en espèces au motif de l'absence de compte, et ce pour plusieurs milliers d'euros, devrait en principe faire l'objet d'un examen renforcé conformément à l'article L. 561-10-2 du Code monétaire et financier pour s'assurer de la licéité de l'objet de l'opération. Dans ce cadre, le changeur identifie et vérifie l'identité du client. Lorsque l'examen renforcé ne permet pas de lever le soupçon, une déclaration est effectuée auprès de Tracfin en application du III de l'article L. 561-15 du même code.

B2-6 Vérification de l'identité des relations d'affaires

Q26-27 : Lorsqu'une relation d'affaires est nouée, votre organisme recueille-t-il et met-il à jour en tant que de besoin :

- ***des informations sur la situation professionnelle, économique et financière du client ?***
- ***des informations relatives à l'origine et à la destination des fonds ?***

Les informations recueillies doivent être adaptées et proportionnées au regard du risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme présenté par le client et les opérations.

B2-7 Examen renforcé

Les changeurs manuels sont invités à consulter les lignes directrices conjointes de l'ACPR et de Tracfin sur les obligations de déclaration et d'information à Tracfin. à l'adresse suivante : <https://acpr.banque-france.fr/controler/lutte-contre-le-blanchiment-des-capitaux-et-le-financement-du-terrorisme/lignes-directrices>

Q28 : Les procédures mises en place par votre organisme prévoient-elles d'effectuer un examen renforcé de toute opération d'un montant inhabituellement élevé ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite ? Préciser en commentaire les critères retenus et la nature des pièces demandées.

L'article L. 561-10-2 du Code monétaire et financier dispose que les changeurs manuels effectuent un examen renforcé de toute opération particulièrement complexe ou d'un montant inhabituellement élevé ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite. Ces critères ne sont pas cumulatifs.

Concernant la notion de montant inhabituellement élevé, le Code monétaire et financier ne

prévoit pas un montant d'opération déclenchant un examen renforcé.

La notion d'opération d'un montant inhabituellement élevé est à apprécier soit en fonction des opérations habituellement effectuées par le changeur manuel, soit en fonction du profil de la relation d'affaires lorsque le client réalise régulièrement des opérations de change manuel. [La Commission des sanctions de l'ACPR, dans sa décision 2016-03 du 15 décembre 2016 \(§16\)](#), a estimé que la référence au montant moyen des opérations réalisées « *était largement prévisible pour un changeur manuel astreint, comme toute personne assujettie à la LCB-FT, à une approche par les risques et dont les clients n'ouvrent pas de comptes et ne réalisent le plus souvent que des opérations occasionnelles* ». À cet égard, dans le cas d'un client ayant effectué plusieurs opérations de change, espacées de plusieurs mois, portant chacune sur plusieurs milliers d'euros, « *leur caractère inhabituel aurait dû être apprécié dès la première opération, d'un montant près de 10 fois supérieur au montant moyen des opérations demandées par la clientèle* » du changeur manuel.

La définition dans les règles écrites internes d'opérations devant appeler une vigilance particulière de la part des changeurs manuels (voir les commentaires de la question n° 9) facilite la détection des opérations ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite.

Q29 : Lorsqu'un client effectue une opération mentionnée à la question précédente, votre organisme se renseigne-t-il auprès du client sur l'origine des fonds, la destination des sommes, l'objet de l'opération et l'identité de la personne qui en bénéficie ?

Les changeurs manuels vérifient la cohérence de l'opération effectuée au regard des informations recueillies dans le cadre d'un examen renforcé. Un document permettant d'établir la provenance des fonds (de type extrait de compte bancaire, déclaration d'argent liquide, relevé de rachat de contrats d'assurance...) n'est pas toujours suffisant en soi pour justifier l'origine des fonds (héritage, vente d'un immeuble...). À ce titre, la Commission des sanctions de l'ACPR a estimé que des « *déclarations d'argent liquide requises par l'administration des douanes lors de l'entrée sur le territoire ne répondent pas aux exigences de la réglementation de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) sur l'origine et la provenance des fonds, et ne sauraient servir à elles seules de justificatifs permettant de lever le soupçon sur les opérations atypiques réalisées* » (cf. [Décision de la Commission des sanctions de l'ACPR du 22 décembre 2014](#)).

En particulier, les changeurs manuels s'assurent que l'objet de l'opération ou la destination des fonds est plausible lorsque le montant des opérations effectuées ou leur fréquence paraîtrait justifier le recours à un autre moyen de paiement que des espèces (par exemple : cas d'un client qui achèterait régulièrement des sommes importantes de devises et qui indiquerait utiliser ces sommes afin d'acheter des voitures à l'étranger. Le motif allégué par le client pourrait justifier que celui-ci effectue des opérations autres que des opérations de change manuel : virement, etc.).

Q30 : Les résultats de l'examen renforcé sont-ils consignés par écrit ?

Voir les commentaires apportés à la question n° 14.

B2-8 Déclarations à Tracfin

Q31 : Les procédures de votre organisme prévoient-elles d'effectuer une déclaration à Tracfin concernant les opérations pour lesquelles vous savez, soupçonnez ou avez de bonnes raisons de soupçonner que les sommes concernées proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an, y inclus de fraude

fiscale, ou sont liées au financement du terrorisme ?

Q32 : Les procédures de votre organisme prévoient-elles d'effectuer une déclaration à Tracfin lorsque, à l'issue d'un examen renforcé, votre organisme n'a pu obtenir d'assurance raisonnable sur la licéité de l'opération ?

Dans sa décision n° 2012-05 rendue le 5 février 2013, la Commission des sanctions de l'ACPR a notamment considéré que lorsque les changeurs manuels réalisent des opérations portant sur des montants inhabituellement élevés, ils doivent systématiquement en rechercher les motifs, « l'absence d'assurance raisonnable alors obtenue sur la licéité de l'origine ou de la destination des fonds constitue « une bonne raison de soupçonner » que s'applique l'obligation de saisir Tracfin » (§1.1).

Dans sa décision n° 2014-06 rendue le 22 décembre 2014, la Commission des sanctions de l'ACPR rappelle que « l'activité des changeurs manuels, consistant à échanger immédiatement des billets ou monnaies libellés en devises différentes ou à accepter, en échange d'espèces délivrées à un client, un règlement dans une devise différente par un autre moyen de paiement (1 de l'article L. 524-1 du CMF) ou à remettre des euros en espèces, en contrepartie de chèques de voyage libellés en euros (1 de l'article L. 524-2 du CMF), est particulièrement exposée au risque de participation à des opérations de blanchiment ; que lorsque leur intervention est sollicitée pour des montants inhabituellement élevés, notamment, ils doivent donc systématiquement en rechercher les motifs ; que l'absence d'assurance raisonnable alors obtenue sur la licéité de l'origine ou de la destination des fonds constitue « une bonne raison de soupçonner » que s'applique l'obligation de saisir Tracfin » (§5).

Il ressort de la décision de la Commission des sanctions de l'ACPR rendue le 22 décembre 2014 que :

- les déclarations d'argent liquide, non accompagnées de pièces justificatives, ne répondent pas aux exigences de la réglementation LCB-FT sur l'origine et la provenance des fonds et ne peuvent servir à elles seules de justificatifs permettant de lever le soupçon sur les opérations atypiques réalisées ;
- la présence d'un reçu de retrait bancaire n'est pas une justification relative aux opérations en espèces ou à l'origine des fonds ;
- la circonstance que des vérifications auraient été effectuées par la banque teneur du compte depuis lequel le chèque a été émis, à la supposer établie, ne dispense pas les changeurs manuels d'effectuer leurs propres vérifications pour se conformer à leurs obligations en matière de LCB-FT.

Q33 : Les déclarations adressées à Tracfin au cours de l'année écoulée précisaient-elles les éléments d'analyse ayant conduit votre organisme à effectuer cette déclaration, et le cas échéant étaient-elles accompagnées de toute pièce utile à leur exploitation ?

L'ACPR relève régulièrement que les déclarations adressées à Tracfin par les changeurs manuels ne précisent pas les raisons ayant conduit l'établissement à effectuer cette déclaration quand elles ne se limitent pas parfois à mentionner les caractéristiques (date, montant, devise concernée, nature de l'opération) des opérations et l'identité du client.

Certains changeurs manuels définissent un seuil à partir duquel une déclaration est systématiquement adressée à Tracfin. Le dispositif de déclaration de soupçon n'est cependant pas un dispositif de déclaration automatique. Lorsqu'une opération paraît inhabituelle, une analyse doit être effectuée. S'il apparaît qu'une déclaration doit être adressée à Tracfin, celle-ci mentionnera les caractéristiques de l'opération, les informations

recueillies sur le client ainsi que les éléments ayant conduit le changeur manuel au soupçon, et sera accompagnée le cas échéant de tout pièce utile à son exploitation (par exemple : photocopie de la pièce d'identité du client).

Dans certains cas, s'agissant en particulier d'un client occasionnel et d'une opération déjà exécutée, lorsque le changeur manuel effectue une déclaration de soupçon alors qu'il n'a pas pu recueillir d'éléments d'analyse complémentaires, il transmet à TRACFIN les éléments d'information dont il dispose.

Q34 : Votre organisme a-t-il défini un dispositif de suivi des clients ayant fait l'objet d'une déclaration de soupçon à Tracfin, afin de communiquer sans délai toute information de nature à infirmer, conforter ou modifier les éléments contenus dans la déclaration initiale adressée à Tracfin ?

L'ACPR a constaté au cours d'une mission de contrôle sur place qu'un changeur manuel n'était pas en mesure d'indiquer à quels clients et à quelles opérations étaient rattachés deux accusés de réception émis par Tracfin suite à l'envoi de déclarations de soupçon.

Les changeurs manuels assurent un suivi des transactions réalisées par les clients pour lesquels des opérations ont déjà été déclarées à Tracfin. Ce suivi permet d'identifier les informations susceptibles de faire l'objet d'une déclaration complémentaire (nouvelles informations recueillies sur le client, réalisation d'opérations par des personnes qui semblent liées au client, réalisation de nouvelles opérations portant sur des montants significatifs...). Il ne doit cependant pas contrevenir aux dispositions de l'article L. 561-18 du Code monétaire et financier relatif à la confidentialité de la déclaration de soupçon.

Les déclarations complémentaires précisent les références des précédentes déclarations effectuées ainsi que la raison pour laquelle le changeur manuel adresse une nouvelle déclaration. Si plusieurs opérations postérieures à une première déclaration de soupçon doivent être portées à la connaissance de TRACFIN, le déclarant peut, pour des raisons d'efficacité, regrouper plusieurs opérations dans une seule déclaration complémentaire portant sur une certaine période d'opérations adaptée au cas d'espèce.

B2-9 Dispositif de gel des avoirs

Q36 : Votre dispositif permet-il d'appliquer, dès leur entrée en vigueur, les mesures de gel et d'en informer sans délai la DGTTrésor ?

Les mesures de gel des avoirs applicables en France sont issues à la fois :

- des arrêtés du ministre chargé de l'économie et/ou de l'intérieur pris sur le fondement des articles L. 562-2 et suivants du Code monétaire et financier (« mesures nationales de gel des avoirs ») ;
- et des règlements européens portant mesures restrictives (« mesures européennes de gel des avoirs »).

Les mesures de gel interdisent toutes utilisations ou manipulations de fonds, y inclus les opérations de change manuel visées à l'article L. 524-1 du Code monétaire et financier. Les mesures de gel des avoirs doivent être ainsi appliquées par les changeurs manuels, et génèrent une obligation de résultat.

La DGT publie et met à jour, en tant que de besoin, sur son site internet une liste des personnes ou entités faisant l'objet de mesures de gel des avoirs. Cette liste dite « consolidée

» couvre à la fois les mesures nationales et européennes de gel des avoirs : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques>. Les changeurs manuels s'assurent que le client occasionnel dont il connaît l'identité ne figure pas sur la liste consolidée de la DGTrésor avant de procéder à l'opération sollicitée. Cela concerne en particulier le cas d'opérations de change manuel d'un montant unitaire ou cumulé supérieur à 1 000 euros, toute opération de change manuel à distance, qui requiert l'identification et la vérification de l'identité du client occasionnel, le cas où le client a demandé à ce que son identité figure sur la proposition de change ou le bordereau de change en application de l'article 3 de l'arrêté du 30 décembre 1998 relatif à l'information du consommateur sur le prix des opérations de change manuel, ou le client professionnel, dont l'identification doit apparaître sur les factures.

Dans le cadre de leur clientèle en relation d'affaires, les changeurs manuels vérifient leur base clientèle dès la mise à jour de la liste susmentionnée afin de détecter les personnes ou entités désignées.

Lorsque les changeurs manuels détectent une personne ou entité désignée dans le cadre de la réalisation d'opérations avec un client occasionnel ou une relation d'affaires, les changeurs manuels s'abstiennent d'exécuter l'opération. En principe, ils retiennent les fonds, sauf en cas de risque pour la sécurité physique de leur personnel, et en informent, en tout état de cause, la DGTrésor. Si les fonds sont retenus, le changeur manuel les conserve avec les détails de l'identification du client. Ils sont déposés dans un endroit sécurisé (par exemple, un coffre-fort), jusqu'à la levée de la mesure de gel.

Les changeurs manuels sont invités à se reporter aux [lignes directrices conjointes ACPR-DG Trésor en matière de gel des avoirs](#).

B2-10 Registre des opérations

Q37-38 : Le registre des opérations de votre organisme est-il tenu :

- **Sous forme papier ?**
- **Sous forme dématérialisée ?**

L'article 4 de l'arrêté du 10 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 22 octobre 2015, relatif à l'activité de changeur manuel autorise la tenue du registre des opérations sous forme papier ou sous forme dématérialisée. Quel que soit le support utilisé, les informations suivantes sont saisies au plus tard à la fin de la journée sur le registre des opérations :

- l'heure et la date de l'opération ;
- le numéro de l'opération ;
- la nature de l'opération (achat/vente) ;
- la devise concernée ;
- les sommes changées ;
- le cours pratiqué.

La numérotation des opérations doit être cohérente avec l'heure de réalisation de celles-ci.

L'enregistrement des opérations, notamment sous forme dématérialisée, doit permettre de retracer le détail de chaque opération réalisée. À cet égard, il ressort de la décision de la Commission des sanctions de l'ACPR n° 2015-01 du 21 mai 2015 que les récapitulatifs des opérations de change générés quotidiennement par l'outil, qui agrègent le cumul des achats et le cumul des ventes de la journée par devise, ne permettent pas d'assurer l'exhaustivité, la

fiabilité et la traçabilité des opérations enregistrées.

Q39-40 : Le registre des opérations de votre organisme comporte-t-il une partie spécifique pour enregistrer les opérations réalisées avec des clients occasionnels :

- **d'un montant unitaire ou cumulé supérieur à 1 000 euros ?**
- **quel que soit le montant lorsque l'opération de change manuel a été réalisée alors que le client n'était pas physiquement présent aux fins de l'identification ?**

L'article 4 de l'arrêté du 10 septembre 2009 modifié, relatif à l'activité de changeur manuel impose également aux changeurs manuels de consigner immédiatement sur une partie spécifique du registre les opérations réalisées avec la clientèle occasionnelle :

- portant sur un montant unitaire ou cumulé supérieur à 1 000 euros ;
- quel que soit le montant lorsque l'opération a été réalisée alors que le client n'était pas physiquement présent aux fins de l'identification.

Les changeurs manuels sont donc tenus de porter sur cette partie spécifique du registre des opérations l'ensemble des opérations de change manuel d'un montant unitaire ou cumulé supérieur à 1 000 euros, ainsi que toutes les opérations réalisées alors que le client ou son représentant légal n'était pas physiquement présent aux fins de l'identification.

La notion d'opération de change manuel réalisée alors que le client ou son représentant légal n'est pas physiquement présent aux fins de l'identification est explicitée dans les commentaires de la question n°19. Sont concernées les opérations pour lesquelles le client ne se présente pas au guichet du bureau de change (commande et livraison à distance).

Lorsque le registre des opérations est tenu sous forme dématérialisée, ces obligations peuvent être remplies par la tenue d'un registre papier spécifique à ces opérations ou en réalisant une extraction sur ce type d'opération au sein des bases de données du logiciel utilisé.

Q42 : Dans le cas où votre organisme tient un registre des opérations sous forme dématérialisée, le personnel de votre organisme a-t-il reçu une formation concernant l'utilisation de l'outil informatique utilisé ?

L'ACPR relève régulièrement que les changeurs manuels ne maîtrisent pas suffisamment les fonctionnalités de leur registre des opérations lorsque celui-ci est tenu sous forme dématérialisée.

La mise à disposition d'un manuel utilisateur ainsi que la formation du personnel sont de nature à permettre une correcte utilisation du registre des opérations.

Q43 : Dans le cas où votre organisme tient un registre des opérations sous forme dématérialisée, votre organisme utilise-t-il un procédé technique inviolable d'authentification des données ?

L'article 4 de l'arrêté du 10 septembre 2009 relatif à l'activité de changeur manuel impose qu'un procédé technique inviolable d'authentification des données soit utilisé lorsque le registre des opérations est tenu sous forme dématérialisée.

À ce titre, les changeurs manuels sont tenus d'utiliser un outil informatique permettant d'assurer l'intégrité des données enregistrées dans le registre des opérations. Cela signifie que l'outil informatique utilisé ne doit pas permettre de modifier ou supprimer les données saisies et enregistrées dans le registre des opérations, lors de leur traitement et leur conservation, sauf en cas d'erreur de saisie où dans cette hypothèse, l'opération doit être

annulée avant d'être enregistrée de nouveau. Le format de conservation des données doit également permettre d'assurer la pérennité de leur utilisation.

L'ACPR relève que certains changeurs manuels enregistrent leurs opérations de change dans un tableur. Dans ce cas, afin d'assurer l'intégrité des données saisies dans ce type d'application informatique, les changeurs manuels impriment le tableur à la fin de chaque journée, qui doit être signé et horodaté à chaque page.

B3 – Données quantitatives

Les données à renseigner aux questions n° 44 à 54 sont établies sur la base des mesures mises en œuvre en matière de LCB-FT et des opérations effectuées au cours de l'année civile précédant celle où la remise est effectuée.

B3-1 Informations générales

Q44 : Précisez le nombre de collaborateurs concernés par l'activité de changeur manuel au sein de l'organisme au 31 décembre de l'année écoulée.

Le nombre de collaborateurs concernés par l'activité de changeur manuel doit s'entendre comme le nombre de personnes réalisant des opérations de change manuel au sein de l'établissement ainsi que le nombre de personnes chargées de superviser cette activité, y inclus les correspondants et déclarants Tracfin.

Exemple :

Au sein d'une société hôtelière autorisée à exercer l'activité de changeur manuel, deux réceptionnistes sont chargées d'effectuer des opérations de change manuel pour la clientèle. Le responsable du service comptable est chargé de suivre l'évolution de la trésorerie et d'autoriser la réalisation des opérations dépassant un seuil fixé en interne. Le gérant de la société est le déclarant et le correspondant Tracfin de la société.

Dans ce cas, cette société devra répondre que quatre collaborateurs sont concernés par l'activité de changeur manuel.

B3-2 Règles écrites internes relatives à la LCB-FT

Q45 : Précisez la date de la dernière mise à jour des règles écrites internes en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (mois/année).

La date à renseigner est celle de la validation définitive des règles écrites internes

B3-3 Formation du personnel

Q46 : Précisez le nombre de collaborateurs ayant bénéficié, au cours de l'année écoulée, d'une formation en matière de LCB-FT.

Sont concernées les actions de formation du personnel portant sur les obligations et les procédures internes en matière de LCB-FT des changeurs manuels ainsi que celles portant sur l'utilisation du registre des opérations lorsque celui-ci est tenu sous forme dématérialisée.

B3-4 Examen renforcé

Q47 : Précisez le nombre d'examens renforcés effectués par votre organisme au cours de l'année écoulée concernant des opérations de change manuel.

Q48 : Précisez le nombre d'examens renforcés effectués par votre organisme au cours de l'année écoulée concernant des opérations sur métaux précieux et pierres précieuses. Indiquez en commentaire la répartition entre les deux activités

Les changeurs manuels mentionnent le nombre d'examens renforcés, dont les résultats ont été consignés par écrit, réalisés au titre de l'activité de changeur manuel (voir également les commentaires des questions n° 28 à 30).

B3-5 Déclarations à Tracfin

Q49 : Précisez le nombre de déclarations de soupçon adressées à Tracfin par votre organisme au cours de l'année écoulée concernant des opérations de change manuel

Q50 : Précisez le nombre de déclarations de soupçon adressées à Tracfin par votre organisme au cours de l'année écoulée concernant des opérations sur métaux précieux et pierres précieuses. Indiquez en commentaire la répartition entre les deux activités.

Les changeurs manuels mentionnent respectivement à chacune de ces questions le nombre de déclarations adressées à Tracfin au titre de l'activité de changeur manuel (voir également les commentaires des questions n° 31 à 34) et de métaux précieux et pierres précieuses.

Q52 : Précisez le délai moyen entre l'exécution des opérations et leur déclaration à Tracfin (en jours calendaires) au cours de l'année écoulée concernant des opérations de change manuel et les opérations sur métaux précieux et pierres précieuses.

Les changeurs manuels mentionnent le délai moyen (calculé en jours calendaires), à partir de l'exécution de l'opération suspecte, des déclarations adressées à Tracfin au titre de l'activité de changeur manuel et de métaux précieux et pierres précieuses.

La déclaration de soupçon doit être effectuée sans délai après l'exécution de l'opération (2^{ème} alinéa de l'article L.561-16 du Code monétaire et financier).

B3-6 Gel des avoirs

Q53 : Préciser le nombre de déclarations de mise en œuvre de mesures de gel effectuées par votre organisme à la DGTrésor au cours de l'année écoulée

Les changeurs manuels mentionnent le nombre de déclarations de mise en œuvre de mesures de gel adressées à la DGTrésor au titre de l'activité de changeur manuel et de métaux précieux et pierres précieuses, y compris les informations adressées à la DGTrésor lorsqu'il n'a pas été possible de retenir les fonds en raison du risque pour la sécurité physique de leur personnel.

B3-7 Registre des opérations

Q54 : Précisez le nombre de clients occasionnels ayant réalisé des opérations de change manuel, d'un montant unitaire ou cumulé ayant excédé 1 000 euros, au cours de l'année écoulée.

Sont exclus du champ d'application de la question les clients avec lesquels une relation d'affaires est nouée (voir les commentaires de la question n° 12).

Sont également exclues du champ d'application de ces questions les opérations entre le changeur manuel remettant et les établissements de crédit, les sociétés de financement, les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique ou d'autres changeurs manuels.

B4 – Déclaration statistique annuelle

Q55 : « *Date de clôture de l'exercice comptable (jour/mois/année).* »

Q56 : « *Montant des achats de devises à votre clientèle (à noter, ce montant ne comprend pas les achats réalisés auprès de fournisseurs de devises) effectués pendant l'exercice clos.* »

Q57 : « *Montant des achats de devises effectués pendant l'exercice clos alors que le client ou son représentant légal n'était pas physiquement présent aux fins de l'identification.* »

Q58 : « *Montant des ventes de devises à votre clientèle (à noter, ce montant ne comprend pas les achats réalisés auprès de fournisseurs de devises) effectuées pendant l'exercice clos.* »

Q59 : *Montant des ventes de devises effectuées pendant l'exercice clos alors que le client ou son représentant légal n'était pas physiquement présent aux fins de l'identification.*

Q60 : *Indiquez le nombre d'opérations pour les activités de change manuel. Indiquez le montant moyen d'opérations en commentaires*

Q61 : *Précisez la part des clients personnes morales dans l'activité de change manuel (en proportion des achats et des ventes).*

Les organismes assujettis déclarent le montant des achats d'une part et le montant des ventes de devises d'autre part, effectués avec la clientèle au cours de l'exercice comptable clos durant la dernière année civile.

Les montants faisant l'objet de cette déclaration sont exprimés en unités, sans décimale et pour leurs contre-valeurs en euros. Ils incluent les commissions et frais éventuellement perçus par le changeur manuel.

Sont exclus de la déclaration statistique :

- les billets étrangers et les règlements effectués au moyen d'un instrument de paiement libellé dans une devise autre que l'euro, reçus en paiement de marchandises ou de prestations de service ;
- les opérations entre le changeur manuel remettant et les établissements de crédit, les sociétés de financement, les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique ou d'autres changeurs manuels.

Les changeurs manuels remettent une seule déclaration statistique pour l'ensemble de leurs lieux d'exploitation.

Concernant les questions n° 57 et 59, la notion d'opération réalisée alors que le client ou son représentant légal n'est pas physiquement présent aux fins de l'identification est explicitée dans les commentaires de la question n° 19.

Q62 : *Précisez le nombre de clients ayant réalisé des opérations sur métaux précieux (dont or d'investissement) et de pierres précieuses.*

Q63 : *Montant des achats relatifs à l'or d'investissement.*

Q64 : Montant des ventes relatives à l'or d'investissement.

Q 65 : Montant des achats d'autres formes d'or, d'autres métaux précieux, de pierres précieuses.

Q 66 : Montant des ventes d'autres formes d'or, d'autres métaux précieux, de pierres précieuses.

En application de l'article 298 sexdecies A du Code Général des Impôts, l'or d'investissement est défini comme :

- l'or sous la forme d'une barre, d'un lingot ou d'une plaquette d'un poids supérieur à un gramme et dont la pureté est égale ou supérieure à 995 millièmes, représenté ou non par des titres ;
- les pièces d'une pureté égale ou supérieure à 900 millièmes qui ont été frappées après 1800, ont ou ont eu cours légal dans leur pays d'origine et dont le prix de vente n'excède pas de plus de 80 % la valeur de l'or qu'elles contiennent.